

En grève le 16 octobre

Politique gouvernementale et provocation patronale, ça suffit !

Construisons une mobilisation nationale unitaire.

Le chômage et la précarité continuent d'augmenter, les licenciements de se multiplier, les salaires de stagner. La relance de l'activité économique tant promise ne vient pas et les politiques d'austérité aggravent la situation. Après les multiples aides aux entreprises, sans aucune obligation contraignante en termes d'emploi, le MEDEF joue la surenchère. Pour le monde du travail c'est la sixième année de crise, pendant que les actionnaires des grands groupes, les banques continuent de prospérer et d'accumuler bénéfices et dividendes.

En juillet dernier, certaines organisations syndicales, et Solidaires la première, avaient décidé de boycotter la Conférence sociale 2014 organisée par le gouvernement pour réaffirmer notre désaccord profond avec une politique menée au service du patronat et l'absence totale d'écoute des organisations syndicales. Cela ne suffit pas. Chaque nouvelle intervention du patronat, de Hollande ou d'un des ministres en charge des questions sociales nous montre qu'il est important d'organiser une action nationale dans les entreprises et les territoires le plus rapidement possible.

Le gouvernement au service du capital...

Valls allonge la liste des mesures antisociales : banalisation du travail le dimanche, moins de représentation des salariés-es dans les entreprises, des services publics moins présents sur le territoire, remise en cause du financement de la Sécurité sociale et des 35 h, augmentation de la TVA, mise en cause du CDI... Pour les salaires, il n'est pas question d'imposer au patronat des augmentations du Smic et des bas salaires mais de baisser les impôts et cotisations sociales, ce qui nuira au financement de la Sécurité sociale et des services publics.

Le patronat en veut toujours plus...

Les patrons poussent le bouchon à chaque fois un peu plus loin. Dans un contexte où le gouvernement est à son écoute exclusive : temps de travail, Smic, jours fériés... Les provocations d'aujourd'hui pourront être de vraies propositions demain. Il n'y a aucune raison pour qu'ils s'arrêtent.

Pour que cela cesse, il faut descendre dans la rue !

L'Union syndicale Solidaires est engagée dans de multiples mobilisations : santé, défense des retraité-e-s, chômeurs-euses et précaires, ou sur le traité de libre échange entre les Etats Unis et l'Union européenne. Elle s'engage résolument dans les combats à mener aujourd'hui contre toutes les attaques menées au nom du capital, de la réduction des déficits et de la dette, contre nos droits. Ces actions sont autant de points d'appui pour construire ensemble une mobilisation nationale. L'Union syndicale Solidaires la souhaite la plus unitaire possible, massive contre cette politique de régression sans fin. Les organisations syndicales nationales ont la responsabilité de construire les conditions de cette mobilisation nationale, il est temps de le faire. Il faut une riposte nationale à la hauteur des enjeux.

Les capitalistes nous coûtent cher !

Répartition des richesses, justice fiscale, défense des services publics, réduction du temps de travail, augmentation des salaires, voilà ce que nous voulons !

TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 16 OCTOBRE 2014

SEMAINE DE 42 H : OUTIL DE PRODUCTIVITÉ DÉBRIDÉ

Après avoir, pendant plusieurs années, tiré vers le bas les DHT (*durée hebdomadaire du travail*), sous couvert d'une limitation de la productivité, de nombreuses directions font machine arrière et ne jurent plus que par les tournées à 42 h avec un jour de repos glissant chaque semaine... Que cache un tel revirement ? La DHT des 42 h est synonyme de productivité massive et toutes les autres raisons invoquées par La Poste ne sont que manipulation et pure hypocrisie !!!

Depuis quand La Poste se soucie-t-elle de notre santé ?

Pour nous vendre cette DHT, tous les arguments sont bons. Tout d'abord la journée de repos par semaine : La Poste argumente que le métier de facteur est pénible et fatigant (*sans doute la découverte de l'année pour nos dirigeants*), et qu'une journée de repos par semaine est nécessaire pour récupérer... Ce que La Poste oublie de dire, c'est qu'en augmentant la journée de travail à 7 h elle se rend responsable de la fatigue et des tournées surchargées, en imposant des cadences intenable pour faire plus de productivité tout en refusant de payer les heures supplémentaires. De plus, cette organisation met fin aux repos de cycle cumulés sur plusieurs semaines, qui permettaient une véritable récupération. Nous le constatons tous et toutes : cette « volonté » de se soucier de notre santé est une vaste supercherie...



Moyens de remplacement et rouleurs : bonjour la galère !

Semaine de 42 H avec 1 journée de repos par semaine, la tentation sera forte pour La Poste de ne pas remplacer les RTT ou de mettre en place les sécables inopinées, le plus souvent forcées. Quelle joie de revenir de sa journée tellement reposante et de se retrouver avec 2 journées à passer !!! Et pour les rouleurs/rouleuses, quelle joie de changer tous les jours de tournée et de faire des journées de 7 h minimum... Non, décidément, cette situation n'est pas acceptable.

Moins de QL = moins de titulaires

Assez de blabla et de mensonges : que La Poste arrête de nous faire avaler des couleuvres et annonce enfin la couleur. Cette DHT de 42 h est un pur outil de productivité. La Poste tente de nous vendre que cela ne diminue pas plus le nombre de PT (*Positions de Travail*) que les autres DHT. Certes, mais ce qu'il faut bien comprendre, c'est que si le nombre de PT est presque le même, c'est le nombre de QL (*Quartiers Lettres*) qui va en diminuant. C'est bien cela le cœur du problème, car n'oublions pas que la charge est répartie entre les QL restants. Et vu que La Poste rogne sur les volants de remplacement partout, le décor est déjà bien planté : les agents, qu'ils/elles soient titulaires ou rouleurs-euses vont en baver plus que jamais et le service public (*déjà bien mis à mal*) va continuer de se dégrader !

**Les 42 h (avec un jour de repos dans la semaine),
une organisation nuisible
pour la santé des agents, pour l'emploi
et pour le service public
Pour SUD, c'est NON !**

FACTEUR D'ÉQUIPE SANS CASIER

Une vraie mauvaise idée

Une nouvelle forme d'organisation se répand dans les distris : intégrer la partie sécable directement sur les positions de travail des facteurs-trices. Outre la volonté manifeste d'économiser des casiers et donc de la surface dans l'optique de futurs regroupements de bureaux, c'est surtout l'impact psychologique pour les agents qui est inquiétant. Quel meilleur moyen pour habituer les agents à prendre la sécable tous les jours ? Tout simplement en leur faisant piquer et trier la sécable chaque matin sur le casier, de manière à les préparer insidieusement à une sécable faisant partie intégrale de la tournée.

Mais dans cette organisation de travail, c'est surtout le facteur-trice d'équipe qui trinque. Pas forcément en début de semaine où il/elle assure la tournée des agents en RTT, mais le reste de la semaine où au final il/elle n'a plus de position de travail, aucun endroit pour poser ses affaires, aucun endroit où travailler après le TG.

Pourquoi tant de bêtise ?

Le/la facteur-trice d'équipe risque d'errer comme une âme en peine dans la travée en attendant que l'ensemble des collègues aient fini de piquer pour pouvoir relever enfin son courrier. Mais pour le classer où ? Par terre ? Dans la salle de pause ? Dans le bureau du chef d'équipe ? À la cabine ? (1)

Décidément au rayon des idées foireuses celle-ci figure en tête de gondole !

Et ce n'est pas fini : afin de pouvoir récupérer l'ensemble de sa tournée, l'agent va devoir relever tous les casiers de son équipe. Quand on sait que des équipes peuvent avoir jusqu'à 10, voire 12 tournées, le temps passé pour le décasage risque d'être important sans naturellement être pris en compte (*une fois de plus*) dans le calcul de la DHT.

En revanche pour La Poste c'est tout bénéf, et les conditions de travail des agents sont reléguées au second plan. Il est hors de question d'accepter ce genre d'organisation. Les équipes SUD, en collaboration avec les CHSCT, mettent tout en œuvre pour contrer ce funeste projet.

(1) : rayez la mention inutile

FORMÉ-E, EXPLOITÉ-E... VIRÉ-E !

Ces trois mots résument bien le sentiment de nombreux collègues en contrat-pro, une fois leur diplôme en poche. En effet dans certains départements c'est directement la case Pôle Emploi qui les attend. En parallèle, La Poste continue à recruter des jeunes par sessions entières en contratpro et qui, n'en doutons pas, subiront le même sort.

Subvention et précarité

Pour La Poste c'est tout bénéf. Non seulement au détriment de toute déontologie elle se crée un vivier de main-d'œuvre formée et qualifiée pour les CDD de demain, mais en plus, elle les paie moins cher et engrange des subventions de l'État pendant la durée de leur contrat-pro. Quel bonheur... Quelle honte plutôt, de laisser espérer à des salariées

la possibilité d'un CDI et pour cela d'en faire des salarié-e-s corvéables à volonté (*heures sups non payées, sécabilité, changement de tournée quotidiennement, remplacement de grévistes, parfois à l'autre bout de la DOTC...*) et au final voir le couperet tomber : « *Il n'y a pas de place pour vous, mais rassurez-vous, nous vous gardons dans nos listes, et si un poste se libère, nous ne manquerons pas de vous rappeler* »... Quelle belle supercherie.

Pour quel avenir ?

Au final ces jeunes auront perdu une année car ce diplôme n'est valable que pour La Poste (*seule entreprise à distribuer, la concurrence tant redoutée pendant des années n'étant pas au rendez-vous*). C'est le prétendu modèle social de la Poste qui est égratigné une fois de plus. SUD PTT exige que l'ensemble des collègues en contrat-pro soient embauché-e-s immédiatement dès l'obtention du diplôme. Des centaines de tournés à découvert sur tout le territoire, un recours massif aux CDD et à l'intérim, de la sécabilité à outrance et on voudrait nous faire croire qu'il n'y a pas de place pour elles et eux ?

**On nous prend
vraiment pour des c... !**

DIGNITÉ CONTRE STUPIDITÉ

110 jours : nous pensions qu'après le conflit des Hauts-de-Seine, mais aussi celui d'Épinay-sur-Orge (*Essonne*) ou encore Paris ou Ajaccio, il se passerait longtemps avant de revoir cela. Mais c'est sans compter sur la volonté toujours plus débridée des directions à vouloir mettre au pas les agents et passer leurs projets coûte que coûte. Pourtant les revendications sont légitimes : que ce soit l'opposition au regroupement de quatre sites, le refus de la pause méridienne ou les suppressions de tournées et d'emplois... la marge de négociation est importante. Mais dès le début, sous couvert de pseudo négociation, les agents et leurs représentants ont vite senti l'impasse arriver et cette impression n'a fait que se confirmer au fur et à mesure des semaines.

Une direction prête à tout. . .

Pour tenter de mettre fin à ce conflit et faire baisser les bras aux grévistes, toutes les méthodes sont bonnes : que ce soit le mensonge (la direction invoquant l'obligation de mettre en place une pause méridienne dès lors que la fin de service dépasse 13 h 45, la bonne blague !), le prétexte de la médecine du travail (*dont les propos sont plus que librement interprétés*), la manipulation et le dénigrement (*déclaration mensongère dans la presse et auprès de la Direction du Courrier en inventant de soi-disantes propositions qui auraient été refusées par les grévistes*), placement en absences irrégulières pour arrêt-reprise de la grève (congs, maladie)... Comme disait l'autre, tant qu'il y a de la gêne, y'a pas de plaisir !

Pourtant rapidement les grévistes, soutenu-e-s par SUD et CGT, ont fait une avancée concrète en proposant que la mise en place de la pause méridienne se fasse uniquement sur la base du volontariat, ce qui n'entraîne que peu de risque pour la direction : à l'entendre une majorité des agents non-grévistes ne s'opposeraient pas à cette pause. Où est le piège ? Mais cette proposition comme les autres n'a jamais reçu d'écho favorable.

Au vu de l'enlisement progressif du conflit, SUD PTT a proposé à de nombreuses reprises (*à la direction locale, à la DOTC et même à la Direction du Courrier*), une participation de la fédération aux négociations afin de faire avancer les débats, et enfin aboutir à une sortie de conflit satisfaisante. Une fois de plus la direction joue la montre, louvoie et trouve excuses sur excuses pour repousser cette rencontre. En attendant, ce sont les jours de grève qui s'accumulent.

. . . et revancharde !!!

En y regardant de plus près nous constatons que le directeur de la DOTC n'est autre que le tristement célèbre M. Tibi. Ce même M. Tibi qui a traîné en justice le secrétaire départemental de SUD 37 pour des écrits prétendument diffamatoires et qui a été récemment débouté par le tribunal de Tours ! Ce même M. Tibi qui a montré à maintes reprises sa haine de SUD et CGT (*en sanctionnant très lourdement et à de nombreuses reprises des militant-e-s*). Au vu du contexte local, c'est au siège de prendre ses responsabilités et de reprendre la main sur les négociations !

Aujourd'hui, La Poste demeure seule contre tous : médecine du travail, inspection du travail, cabinet d'expertise agréé, CHSCT, Comité Technique... tous admettent la dangereuse sous-évaluation des risques sur la santé de la nouvelle organisation du travail.

Pire, elle se moque des nombreuses alertes, recommandations, préconisations, interrogations, qu'elle analyse comme « une liste de courses ».

La fédération et l'ensemble des syndicats SUD soutiennent sans retenue les grévistes d'Aubigny. Il est temps que le petit jeu malsain de la DOTC cesse et que de vraies négociations soient ouvertes immédiatement.

Soutien aux grévistes : vous pouvez envoyer vos chèques (*mention « Solidarité Aubigny » au dos*) et vos messages de soutien au syndicat SUD PTT du Cher, 186 route de Saint-Michel, 18 000 Bourges.